

GAGARINE / PETITE SERRE
PHASE DCE_ V2

CCTP LOT 00 GÉNÉRALITÉS COMMUNES

—

DATE 13 mai 2025

MOA EPA ORSA
2 avenue Jean Jaurès
94600 Choisy-le-Roi

MOE MOONWALKLOCAL
3 rue Ferbos
33800 Bordeaux

BELLASTOCK
13 rue Santeuil
75005 Paris

Table des matières

I	DÉFINITION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION	5
1.1	OBJET	5
1.2	PARTIES CONTRACTANTES	5
1.3	PRÉSENTATION DU PROJET	5
1.4	DÉCOMPOSITION EN LOTS	5
1.5	CALENDRIER DE L'OPÉRATION	2
1.6	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	2
1.7	COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DCE	2
1.8	PSE - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	3
1.9	VARIANTES	3
1.10	CONNAISSANCE DES LIEUX	3
1.11	NORMES ET RÉGLEMENTATIONS	3
1.12	MATÉRIAUX ET MARQUES COMMERCIALES	4
1.13	DÉLAI D'EXÉCUTION	4
1.14	GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DÉCENNALE	5
2	PÉRIODE DE PRÉPARATION	6
2.1	DÉMARCHES AUPRÈS DES SERVICES PUBLICS	6
2.2	ORGANISATION ENTRE LES CORPS D'ÉTAT	6
2.3	ETUDES PRÉLIMINAIRES	6
2.4	VISITE DES LIEUX – DÉMOLITIONS - DÉSAMIANTAGE	7
2.5	DÉMOLITIONS	7
2.6	DÉSAMIANTAGE	7
2.7	DOCUMENTS TECHNIQUES	7
2.8	DOCUMENTS D'EXÉCUTION	7
2.9	ECHANTILLONS ET PROTOTYPES	8
2.10	PLANS DE RÉSERVATION	8
3	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CHANTIER	10
3.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
3.1.1	Généralités	10
3.1.2	Plan installation chantier	10
3.1.3	Base vie	11
3.1.4	Documents de chantier	11

3.1.5	Aire de stockage des déchets	11
3.1.6	Panneau de chantier / permis de construire	12
3.1.7	Clôture et portails de chantier	13
3.1.8	Réseaux provisoires de chantier	13
3.1.9	Protections provisoires (collectives, voiries, arbres, etc...)	14
3.1.10	Accès aux voies publiques– remise en état	14
3.1.11	Signalisation – Accès	15
3.2	COMPTE PRORATA	15
3.3	PROTECTION DU SITE	16
3.4	GARDIENNAGE	16
3.5	SÉCURITÉ ET HYGIÈNE SUR LE CHANTIER	16
3.6	DROIT DES TIERS – NUISANCES DE CHANTIER	16
3.7	GESTION DES DÉCHETS	17
3.8	PRÉCHAUFFAGE ET / OU DÉSHUMIDIFICATION	21
4	EXÉCUTION DES OUVRAGES	21
4.1	LIMITES DE PRESTATIONS	21
4.2	PRESTATIONS	21
4.3	RÉCEPTION ET ACCEPTATION DES SUPPORTS	21
4.4	ECHAFAUDAGES – ÉTAIEMENTS	22
4.5	MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	22
4.6	STOCKAGE DES MATÉRIAUX	22
4.7	PIQUETAGE – IMPLANTATION GÉNÉRALE	22
4.8	IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAIT DE NIVEAU	23
4.8.1	Implantation générale	23
4.8.2	Trait de niveau	23
4.9	RÉSERVATIONS – CAROTTAGES – PERCEMENTS	23
4.9.1	Dans les ouvrages de structure	23
4.9.2	Dans les autres ouvrages	24
4.9.3	Calfeutrement des châssis extérieurs	24
4.10	REBOUCHAGE DES TRÉMIES, RÉSERVATIONS ET CAROTTAGES DIVERS	24
4.11	FINITION DES OUVRAGES	24
4.12	PROTECTION DES OUVRAGES	24
4.13	NETTOYAGE	24
4.13.1	Nettoyage des abords du chantier	24

4.13.2	Nettoyage de chantier	25
4.13.3	Nettoyage pour OPR	25
4.13.4	Nettoyage pour livraison	25
4.14	CONTRÔLES ET ESSAIS	25
4.14.1	Contrôles	25
4.14.2	Essais	25
5	DOSSIER DE FIN DE TRAVAUX	26
5.1	DIUO	26
5.2	DOE	26

I DÉFINITION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

I.1 OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les conditions d'exécution des travaux tous corps d'état nécessaires à l'opération :

Nom : ***Construction d'une petite serre en réemploi***

Adresse : ***Cité Gagarine – Ivry-sur-seine***

Le présent document, intitulé CCTP lot 00 complète les CCTP des corps d'état séparés et les autres pièces du dossier. Il a pour but de renseigner les diverses entreprises sur l'ouvrage dans ses généralités et de fixer les conditions générales d'organisation du chantier.

I.2 PARTIES CONTRACTANTES

Maîtrise d'ouvrage

EPA ORSA

Av. Jean Jaurès, 94600 Choisy-le-Roi
01 40 04 66 00

Architecte mandataire + OPC

MOONWALKLOCAL

3 rue Ferbos - 33800 BORDEAUX
05 57 67 16 24

Bureau études structure

INTERSECTIONS

5 rue de la porte Basses - 33000 BORDEAUX

Bureau études fluides / Electricité / SSI /

Environnement

BD Fluides

BAT C APPT205 37 AVENUE SAINTE MARIE
33400 TALENCE

Bureau études électricité

Denis Belissen

2 T RUE PENOT - 33490 LE
PIAN-SUR-GARONNE

Contrôleur technique

APAVE

ZI Avenue Gay-Lussac BP 3 - 33370 TRESSES
05 56 77 27 27

Coordinateur SPS

APAVE

42 G avenue des Langories – BP 90131
26905 VALENCE CEDEX 9
04 75 82 16 50

I.3 PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet consiste en ***la construction d'une petite serre en réemploi***

L'opération comprend :

- Un bâtiment principal en structure bois, isolation dalles de faux plafonds, parement en porte de distribution
- Un bâtiment de type serre constitué d'une structure bois comprenant des vitrages de réemploi et de bac polycarbonate.

I.4 DÉCOMPOSITION EN LOTS

LOT 00 Généralités communes

LOT 01 Fondation Gros Œuvre VRD Résidentialisation

LOT 02 Charpente / Couverture / MOB

LOT 03 Menuiseries extérieures

LOT 04 Aménagement intérieur / Mobilier

LOT 05 Electricité

LOT 06 CVPS

I.5 CALENDRIER DE L'OPÉRATION

Le calendrier général prévisionnel des travaux joint au DCE fixe le délai global d'exécution de l'ensemble des lots constituant la présente opération.

Un calendrier détaillé d'exécution des différents lots sera élaboré par le maître d'œuvre, responsable de la mission OPC du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il sera soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage, au plus tard dix jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier sera ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel s'applique.

Toutes les entreprises se devront de respecter ce calendrier. Pour ce faire, elles devront notamment, passer commande des fournitures et matériaux suffisamment à l'avance pour tenir compte des délais d'approvisionnement ainsi que des fêtes légales et congés annuels.

L'approvisionnement du chantier devra se faire en temps opportun et les stockages seront sous la responsabilité de l'entrepreneur auteur de la commande.

Il appartiendra aux entrepreneurs que les conditions relatives à leurs interventions soient réunies. En cas d'incertitude, ils devront en informer le Maître d'œuvre qui prendra les mesures adéquates.

I.6 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est mis à disposition de l'entrepreneur pour établir son offre de prix.

Les tirages issus des pièces dématérialisées sont à la charge des entreprises.

L'entrepreneur doit prendre connaissance et respecter scrupuleusement les indications et recommandations de l'ensemble de ces pièces.

L'entrepreneur de chaque lot doit prendre connaissance, non seulement des documents concernant son lot, mais encore de l'ensemble des pièces constituant le DCE.

I.7 COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DCE

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un document et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une discordance entre deux documents.

Les plans, autres documents graphiques, CCTP et l'ensemble des pièces écrites du marché de travaux se complètent réciproquement.

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur l'ensemble des pièces graphiques. En cas d'erreurs, d'imprécisions ou de manque de côtes, l'entrepreneur se doit de les signaler à la maîtrise d'œuvre, qui donnera toutes les précisions nécessaires pendant la période de consultation.

Dans le cas de contradiction entre les stipulations des pièces graphiques et celles des pièces écrites, l'entrepreneur envisagera la solution la plus onéreuse, sans pouvoir réclamer aucun supplément de prix.

En conséquence, l'entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans d'architectes, qui seuls définissent les dispositions dites architecturales pour intégrer dans son offre toutes les incidences et sujétions.

Dans tous les cas, l'entrepreneur doit vérifier en temps voulu et avec application toutes les cotes et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments ou ouvrages existants.

Dans le cas de doute, il en réfèrera immédiatement à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle, faute de quoi, il sera tenu responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Il en serait de même dans le cas où ces plans seraient en contradiction avec les normes et règlements en vigueur, l'entrepreneur reconnaissant expressément avoir examiné l'ensemble des pièces marché avec soins dans ce sens.

Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

Toutefois, en cas de contradiction entre 2 ou plusieurs plans, les indications du plan exécuté à l'échelle la plus représentative prévalent.

Les pièces écrites prévalant toujours sur les pièces graphiques.

I.8 PSE - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

LOT 02 : PSE_Mobilier complémentaire

I.9 VARIANTES

SO

I.10 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur du présent lot, de par la remise de son acte d'engagement, reconnaît avoir pris connaissance des lieux, de la nature des ouvrages existants et de l'étendue des ouvrages à exécuter, compte tenu des délais.

L'Entrepreneur du présent lot devra :

- Procéder à une visite complète du site et du terrain, prendre une parfaite connaissance de toutes les sujétions liées à la nature du site, ainsi qu'à l'exécution des travaux.
- Prendre une parfaite connaissance des ouvrages à réaliser.

Il doit avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation géographique du chantier et notamment :

- De l'accessibilité au site (Grues, nacelles, échafaudage, giration des camions et engins divers ou autres équipements...)
- Des moyens de communication et de transport sur le site.
- Des itinéraires et cheminements obligatoires dans la ville
- Des lieux d'extraction et d'approvisionnement en matériaux.
- Des conditions de stockage.
- Des ressources en énergie et en eau.
- Des obligations du maintien de la sécurité des habitants de la ville

En aucun cas, l'Entrepreneur du présent lot ne peut prétendre à un supplément sur son prix global et forfaitaire par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site, aux existants mitoyens de toutes natures, celui-ci étant censé avoir apprécié et pris en compte toutes ces contraintes et obligations pour mener à bien la réalisation de ces travaux.

Dans le cas de détérioration des ouvrages existants mitoyens, lors de la réalisation de ces travaux, et ce, pour quelque raison que ce soit, l'Entrepreneur du présent lot sera tenu de procéder à la remise en état des ouvrages concernés, et ce, à l'identique des ouvrages existants.

Pendant l'étude du dossier, l'Entrepreneur du présent lot devra obligatoirement signaler au Maître d'Œuvre tout élément susceptible d'exercer une influence sur l'établissement de son offre.

I.11 NORMES ET RÉGLEMENTATIONS

L'entrepreneur doit se conformer aux textes réglementaires non annexés, mais réputés connus et acceptés sans restriction, légalement en vigueur dans leur dernière édition au moment de la signature du marché, et plus particulièrement aux documents suivants :

- La législation,
- La réglementation, notamment en matière :
- De sécurité du travail,

- De sécurité incendie dans le bâtiment,
- D'accessibilité des handicapés dans le bâtiment,
- D'acoustique,
- De thermique,
- Le règlement sanitaire départemental et municipal,
- Les normes applicables au bâtiment,
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- Les Cahiers de Prescriptions Techniques (CPT) du CSTB,
- Les règles de calcul,
- Les Avis Techniques (AT), certifications et classements,
- Les règles professionnelles diverses.

Dans le cas d'utilisation de matériaux et/ou de procédés ne faisant pas l'objet d'une réglementation spécifique, l'entrepreneur devra soumettre à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle un Avis Technique de la commission du CSTB ou une enquête technique favorable établie par un bureau agréé.

I.12 MATÉRIAUX ET MARQUES COMMERCIALES

L'entrepreneur doit s'en tenir aux données et préconisations mentionnés au CCTP.

Tous matériaux ou produits commandés sans approbation préalable pourront faire l'objet de refus ou modification de la part du maître d'œuvre, sans qu'aucune incidence financière n'en découle.

Ils porteront le nom du constructeur ou le label et répondront à l'ensemble des règlements en vigueur.

Dans tous les cas, les matériaux mis en œuvre devront porter l'estampille NF.

L'entrepreneur est tenu de fournir pendant la période de préparation, tous les échantillons et de prototype qui lui seraient demandé par le Maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures.

- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - Le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc. ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
 - Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
 - Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
 - Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
 - La notice d'entretien, s'il y a lieu.

Si l'opération comporte plusieurs Lots,

- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorée ou salie par les travaux du présent Lot ;
- La quote-part du présent attributaire dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

I.13 DÉLAI D'EXECUTION

Les conditions applicables au délai d'exécution sont définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ainsi qu'au planning joint au DCE.

I.14 GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DÉCENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation de construction en vigueur.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement, dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état, pendant cette période, de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions normales d'utilisation.

Les fournitures et réparations ainsi faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception, avec ou sans réserve, constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

2 PÉRIODE DE PRÉPARATION

La période de préparation a pour objet l'établissement et la mise au point des documents d'exécution des ouvrages.

Celle-ci sera faite en étroite collaboration avec l'ensemble de la maîtrise d'œuvre d'exécution, et en particulier avec l'OPC.

Pour ce faire, l'entrepreneur doit implicitement les prestations décrites ci-après.

2.1 DÉMARCHES AUPRÈS DES SERVICES PUBLICS

L'entrepreneur est tenu de faire toutes les démarches pour obtenir les accords et autorisations nécessaires à l'exécution de ses travaux, notamment ceux concernant les raccordements aux réseaux publics tels qu'Electricité, Téléphone, Eau potable et Assainissement.

Il se mettra en rapport avec les services publics intéressés, en vue d'obtenir tous les renseignements et toutes les autorisations ou approbations utiles à l'exécution des travaux qui lui sont confiés (autorisation d'utilisation de la voie publique, par exemple).

L'entrepreneur se soumettra à toutes les vérifications et contrôles des services publics et des organismes de contrôles agréés. Il leur fournira en outre tous les documents justificatifs demandés.

Il devra, en outre, une aide éventuelle au maître d'ouvrage pour des démarches auxquelles l'administration le soumettrait.

Les entrepreneurs concernés doivent adresser une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) à l'ensemble des exploitants d'ouvrages ci-après :

- De transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz,
- De produits chimiques,
- D'installations électriques souterraines ou aériennes,
- De prélèvement et distribution d'eau,
- D'assainissement,
- De télécommunications.

2.2 ORGANISATION ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

L'entrepreneur doit prendre tous contacts nécessaires avec les entreprises dont les ouvrages sont interférents avec les siens, afin :

- De gérer les contraintes techniques liées à cette interdépendance,
- D'éviter toutes erreurs ou omissions,
- De définir, le cas échéant, un phasage d'intervention – sous la direction de l'OPC.

Il s'assurera, en outre, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations.

2.3 ETUDES PRÉLIMINAIRES

L'entrepreneur doit procéder à l'ensemble des études préparatoires nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

La réalisation de cette étude sera confiée par l'entrepreneur à un bureau d'études spécialisé, qualifié et assuré, et ayant reçu l'agrément du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Les hypothèses et notes de calculs ainsi que les plans d'exécution des ouvrages en découlant devront répondre aux spécifications de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, et, notamment, celles de la réglementation en vigueur et celles des plans, CCTP, RICT, Etude de sol et Etude thermique.

L'entrepreneur peut pratiquer, à ses frais et s'il le juge nécessaire, tous types d'études et d'investigations complémentaires.

Dans ce cas, il doit en aviser la maîtrise d'œuvre par écrit.

L'entrepreneur doit procéder à l'ensemble des études préparatoires nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

2.4 VISITE DES LIEUX – DÉMOLITIONS - DÉSAMIANTAGE

Il appartient aux entrepreneurs, et notamment à l'entrepreneur en charge du lot 01 Gros-Œuvre de prendre connaissance du site (accès, environnement, voisinage, etc...) et de la nature du/des bâtiment(s) existant(s) le cas échéant.

2.5 DÉMOLITIONS

Sans objet.

2.6 DÉSAMANTAGE

Sans objet.

2.7 DOCUMENTS TECHNIQUES

L'entrepreneur doit fournir :

- Les études, notes de calculs et plans d'exécution de ses ouvrages,
- Les plans de détails et de réservations,
- Les plans de synthèse utiles à l'interface des différents corps d'état,
- La liste des matériaux.

Dans les trente jours qui suivront l'ordre de service, l'entrepreneur devra soumettre à l'agrément des concepteurs, la liste complète des fournitures, matériels et appareillages devant être utilisés et différents de ceux indiqués dans le cadre des documents descriptifs.

Cette liste comportera, en particulier, les indications suivantes :

- Nature et objet de la fourniture,
- Nom et adresse du constructeur,
- Type de matériel,
- Numéro de fabrication ou numéro de repère de série,
- Caractéristiques principales,
- Nombres d'articles du même type,
- Lieu d'installation.

Après accord sur les échantillons et prototypes, la liste ainsi établie sera définitive et impérative, sans aucun supplément de prix de l'entrepreneur.

Ces documents seront soumis pour approbation et visa au bureau de contrôle et à la maîtrise d'œuvre, dans les délais de préparation imposés par le coordonnateur OPC.

Il doit, en outre, assurer la diffusion de tous les documents utiles aux intervenants qui en feraient la demande.

2.8 DOCUMENTS D'EXÉCUTION

Un mois après notification de l'ordre de service, et en tout état de cause dans un délai permettant de respecter le planning, chaque entrepreneur doit établir au titre de son marché les plans d'exécution pour validation à la Maîtrise d'œuvre et au Bureau de Contrôle.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour délivrer son visa sur les documents dès lors qu'ils sont conformes au marché.

A défaut pour le Maître d'œuvre de se prononcer dans les délais qui lui sont ainsi impartis, il n'est pas réputé avoir donné son visa aux documents d'exécution transmis par l'Entrepreneur. A charge pour l'Entrepreneur de le mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de lui délivrer le visa.

Si le Maître d'œuvre constate que ces documents ne sont pas conformes au Marché, il en informe l'entrepreneur dans ce même délai de 15 jours. L'entrepreneur dispose alors du même délai pour fournir les nouveaux documents corrigés.

L'entrepreneur est seul responsable de la gestion de ses délais afin de permettre au maître d'œuvre de délivrer, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article, les visas nécessaires à l'exécution des travaux en temps utile.

L'entrepreneur tient à disposition de la Maîtrise d'œuvre un tableau de suivi d'approbation des plans, regroupant les informations suivantes :

- Liste prévisionnelle des plans
- Date de diffusion des plans
- Date et état d'approbation des plans par intervenant

Cette liste doit être mise à jour chaque semaine et transmise en rendez-vous de chantier au maître d'œuvre. Il est entendu que l'approbation des documents d'exécution par le maître d'œuvre ne dégage pas l'entrepreneur de ses responsabilités au titre de l'exécution de ses ouvrages.

2.9 ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

L'entrepreneur doit fournir tous les modèles, échantillons de référence et prototypes demandés par la maîtrise d'œuvre. Ces échantillons et prototypes devront être approuvés par la maîtrise d'œuvre avant toute confirmation de commande. L'entrepreneur sera tenu de procéder à toutes retouches ou mises au point des échantillons, jusqu'à l'accord définitif de la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur doit également fournir toutes les justifications propres au matériau ou au produit fini et, le cas échéant, les procès-verbaux d'essais au feu, acoustique, thermique, au plus tard avant leur mise en œuvre. Ces échantillons et prototypes, conservés pendant toute la durée du chantier en un lieu d'accès aisé, doivent pouvoir être éprouvés et éventuellement détériorés pour des essais normalisés. Lesdites fournitures ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

2.10 PLANS DE RÉSERVATION

Chaque entrepreneur concerné devra remettre, en temps utile :

- au bureau d'études structure de l'entreprise adjudicataire du lot Gros Œuvre
- au bureau d'études structure de l'entreprise adjudicataire du lot Charpente Bois

Un plan précis et coté, format informatique .pdf, .dwg et/ou .rvt, indiquant les trous, passages et feuillures à réserver dans les ouvrages à créer ou existants.

Les entrepreneurs de ces lots réserveront gratuitement les trous, passages et feuillures nécessaire à la pose des ouvrages des lots intéressés, à condition toutefois, que les entrepreneurs concernés les aient définis et matérialisés sur plans dans un délai compatible avec l'avancement du chantier. A défaut de définition préalable ou d'indication remise trop tard du fait desdits entrepreneurs, la taille des feuillures, les percements des trous et passages seraient exécutés par l'entrepreneur des lots de structure (**lot 01 et Lot 02**) aux frais exclusifs des entrepreneurs défaillants.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le bureau de contrôle se réservent le droit de refuser toutes saignées et percements jugés dangereux ainsi que toutes solutions de remplacement qui seraient techniquement insuffisantes ou même simplement inesthétiques. L'entrepreneur défaillant devra alors supporter les conséquences de ce refus et prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour aboutir à une solution valable, acceptée par le maître d'œuvre et le contrôleur technique.

Éléments noyés dans l'ouvrage :

Ces derniers seront fournis par les corps d'état intéressés. Ils seront placés et maintenus en place par ces corps d'état sous le contrôle du gros œuvre qui devra assurer leur protection.

En cas de retard dans la fourniture ou la pose des éléments noyés entraînant leur absence au moment du coulage, les dispositions à prendre pour y remédier, devront avoir l'accord du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle. Les frais afférents seront supportés par l'entreprise défaillante.

Les percements de trous et passages, la taille des feuillures seront exécutés par le lot gros œuvre aux frais de l'entreprise défaillante. Les calfeutrements et bouchages seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

3 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

Remarque préalable :

TOUTE PERSONNE PENETRANT LE PERIMETRE DU CHANTIER DEVRA OBLIGATOIREMENT PORTER LES EPI (EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE) ADAPTES. LA CHASUBLE DE SECURITE, LE CASQUE DE CHANTIER ET CHAUSSURES SERONT LES MINIMUMS REQUIS.

LE NOM DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES PRESENTES SUR LE CHANTIER SERA IDENTIFIABLE SUR LES CASQUES ET CHASUBLES DES COMPAGNONS LA REPRESENTANT.

CELA VAUT EGALEMENT POUR LES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES QUE LE MAITRE D'OUVRAGE AURAIT VALIDEES.

En cas de non-respect des consignes de sécurités décrites ci-dessus, ou demandées par le CSPS par un compagnon présent sur le chantier, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de l'exclure du chantier provisoirement.

L'organisation de chantier sera en tout état de cause conforme au PGC

3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

3.1.1 Généralités

Chaque entrepreneur chiffrera dans son offre, les dépenses touchant aux travaux préliminaires et installations communes de Chantier, et devra prendre connaissance de ce document et du plan de principe d'installation de chantier du DCE.

Un Plan d'Installation de Chantier (PIC) est proposé dans le présent dossier. Il est indicatif. Le PIC définitif est à la charge du **lot 01** et sera soumis à l'OPC, qui pourra le faire évoluer en fonction de la synthèse faite avec l'ensemble des corps d'états, de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Durant la période de préparation, chaque entrepreneur donnera ses besoins au lot responsable de l'établissement du PIC sous un délai de deux semaines.

L'aire de chantier est formellement interdite au public et au personnel non autorisé.

3.1.2 Plan installation chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par le titulaire du **Lot 01** dès la notification de l'ordre de service, et dans le premier mois de la période de préparation. Ce plan sera soumis à l'accord du CSPS et du Maître d'œuvre.

Il sera mis à jour par le **Lot 01** autant de fois que nécessaire en fonction de l'évolution du chantier.

Le plan d'installation de chantier doit intégrer les dispositions prises par le Maître d'œuvre et l'OPC et comprend notamment pour chaque phase de travaux :

- L'organisation du trafic (cheminement séparé pour piétons, circulation en boucle des véhicules, aménagement des entrées et des sorties de chantier),
- La prise en compte des réseaux existants enterrés,
- La prise en compte des sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- L'implantation des clôtures complémentaires et portails aux clôtures provisoires déjà installées,
- L'implantation de la signalisation chantier (panneaux, signalisation routière),
- L'implantation de la base vie (bureaux, vestiaires, sanitaires et locaux destinés au personnel, conformément aux prescriptions du CSPS et détaillée (surfaces, mobiliers),
- L'implantation des zones de stockage des approvisionnements chantier (matériel et matériaux), en concertation avec l'OPC, et après avoir effectué une enquête de besoins auprès de tous les corps d'état (chaque lot devant donner ses besoins en stockage, approvisionnement, ses appareils de levage et modes opératoires),
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets (goulotte, bennes ...),
- L'implantation des appareils de levage, grues, monte-matériaux et camions pompe,

- L'implantation des réseaux divers (eau, eau brute, éclairage, électricité, EP-EV)
- L'installation électrique provisoire de chantier avec description de l'installation électrique, de ses dispositifs de sécurité, positionnement des cheminements, des armoires et des coffrets de distribution,
- L'implantation des points d'eau répartis sur le chantier et le cheminement du réseau.
- L'implantation des sanitaires répartis sur le chantier,
- Le positionnement du panneau de chantier,

Tous détails non énumérés ci-dessus, mais que l'entreprise jugera bon d'ajouter pour l'installation.

Ces dispositions devront être matérialisées sur le plan.

Ce plan devra être actualisé tout au long de la durée du chantier en fonction des contraintes de chaque lot.

3.1.3 Base vie

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** a la charge de l'installation et de l'équipement d'une base de vie collective sur le site du chantier, comprenant :

- L'aménagement de bureaux de chantier suffisamment dimensionnés pour recevoir tous les intervenants sur site avec la fonctionnalité (meubles, casiers, tables, chaises, etc...), les fournitures (gilets, bottes et casques pour visites de chantier, etc...), l'affichage (aimants, rails, etc...).
- Des cantonnements de chantier suffisamment dimensionnés pour l'accueil du personnel de toutes les Entreprises (T.C.E.) travaillant sur le site selon besoins de toutes les entreprises et suivant les prescriptions du CSPS formalisées dans le PGC.

Ces travaux comprendront plus particulièrement (liste non exhaustive) :

- o Sanitaires séparés homme/femme
- o Vestiaires séparés homme/femme
- o Réfectoires (compris micro-ondes, réfrigérateur, etc...).
- o Etc....
- Ces travaux comprendront l'amenée et le repli des installations, la location, l'entretien journalier pendant toute la durée du chantier, le raccordement aux réseaux, le confort (eau, chauffage, électricité, etc. ...), conformément à la réglementation en vigueur.
- La fourniture de tous les consommables (savon, papier, essuie mains)
- Tous les frais d'abonnements, de consommations, de nettoyage journalier, de taxes, de frais de raccordement, et versement des éventuelles cautions ou garanties demandées par le concessionnaire, seront imputés au Compte Prorata
- Fourniture du dossier DCE (les plans et CCTP et pièces écrites). Ce dossier devra être tenu à jour avec les documents indicés.

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

3.1.4 Documents de chantier

Dès le début des travaux, une série complète des pièces contractuelles DCE (plans, CCTP, études géotechniques, RICT, PGC, etc...) sera déposée au bureau de chantier dans une armoire fermant à clé, par le titulaire du **lot 01**.

Ce dossier des pièces contractuelles sera tenu à jour tout au long du chantier.

3.1.5 Aire de stockage des déchets

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra prévoir l'aménagement d'une aire de stockage des déchets qui servira pour les travaux de tous les corps d'état. Ces travaux comprendront également la fourniture et la mise en place par l'Entrepreneur de bennes à gravats pour évacuation de tous les déchets.

Ces bennes seront mises à disposition de tous les lots, et toutes les sujétions de gestion courante des bennes à déchets, de transport, de location, de traitement et d'élimination, seront imputés au Compte Prorata.

Il est du ressort de chacune des entreprises présentes sur chantier d'amener la totalité de ses gravats à ces bennes. Le producteur de déchet reste de toute façon responsable de leur bonne élimination (loi du 15 juillet 1975). Il est rappelé que le brûlage des déchets sur chantier est interdit.

Le nombre de bennes et leur emplacement seront déterminés en fonction des besoins. Les bennes devront être enlevées dès qu'elles seront remplies et renouvelées autant que nécessaire. Il sera possible d'utiliser des bennes compartimentées pour un tri plus sélectif tout en optimisant l'espace.

La zone de tri sera aménagée de manière à permettre l'évacuation sélective des matériaux déposés, avec mise en place :

- De bennes à métaux.
- De bennes à DI (déchets inertes).
- De bennes pour l'évacuation du plâtre.
- De bennes pour l'évacuation du bois.
- De bennes à DIB (déchets industriels banals) divers.
- De bennes à DIS (déchets industriels spéciaux).
- Etc...

Chacune des bennes sera clairement identifiée. Pour ce faire, un panneauage à la charge de l'entrepreneur indiquera clairement la destination de chaque benne.

3.1.6 Panneau de chantier / permis de construire

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier réglementaire, suivant le plan et la description fournis par l'architecte et le modèle imposés par le Maître d'ouvrage compris :

- Dimension 4x3m
- Couleur avec image du projet
- Les lots de corps d'état avec les noms et adresses des entreprises participant à la réalisation du projet, la surface du terrain, la surface du plancher à construire, les hauteurs du bâtiment.
- Ces travaux comprendront toutes les sujétions pour scellements et contreventements de ces panneaux.
- Tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces panneaux pendant toute la durée des travaux et la dépose de celui-ci en fin de chantier

L'Entrepreneur prendra également à sa charge :

- S'assurer du respect des affichages réglementaires liés aux demandes et autorisations administratives (permis de construire, déclarations diverses, etc...).
- Le maintien et l'entretien de l'affichage du permis de construire tout au long du chantier,

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

3.1.7 Clôture et portails de chantier

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra la fourniture et mise en œuvre de toutes les clôtures pleines d'une hauteur de 2.00m pour assurer la fermeture de la zone de travaux ainsi que des stationnements chantier compris :

- Potelets métallique sur plot béton préfabriqué.
- La fourniture et la mise en place des accès au chantier aux dimensions appropriées. Les portails et portillons seront métalliques et tollés sur toutes leurs surfaces, d'une hauteur de 2,00 m (y compris poteaux, charnières, roulettes, serrures, poignées, etc...).
- Les éléments de clôturage et de signalisation devront permettre entre autres d'isoler complètement les emprises en travaux en dehors des horaires de présence de l'entreprise sur le chantier.
- Les portails seront de même type que les clôtures, et devront être muni de serrure et non de cadenas avec chaîne. Il sera prévu 1 clé par intervenant du chantier.
- L'entretien périodique de l'ensemble des clôtures provisoires et toutes réfections nécessaires afin de maintenir le site fermé en permanence.

La prestation comporte la fourniture et la pose des clôtures, y compris maintien pendant la durée complète du chantier ainsi que sa dépose à la fin du chantier.

La clôture pourra être déposée provisoirement, si elle devenait une gêne à l'évolution des engins.

L'Entrepreneur prendra également à sa charge tous les frais pour le maintien en état ou de déplacement éventuel de ces clôtures pendant toute la durée des travaux et la dépose de celui-ci en fin de chantier.

3.1.8 Réseaux provisoires de chantier

A LA CHARGE DES LOTS 05 ET 06

Les entrepreneurs mandataires devront s'informer auprès des administrations et des sociétés concessionnaires, des conditions de branchements sur les réseaux publics pour les besoins de ses travaux. Il prendra en charge les demandes d'abonnements et les démarches administratives auprès des concessionnaires.

Tous les frais d'abonnements, de consommations, de taxes et de frais de raccordement, versement des éventuelles cautions ou garanties demandées par le concessionnaire, seront imputés au Compte Prorata.

Ces travaux comprendront la réalisation de :

- Branchement électrique :
 - o Depuis le réseau public existant, la réalisation du branchement et des réseaux extérieurs, y compris les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2 m de chaque bâtiment.
 - o Les puissances souscrites et à installer devront être suffisantes pour répondre aux besoins simultanés de fonctionnement du chantier, chauffage provisoire, à la ventilation, aux essais de l'ensemble des installations techniques jusqu'au prononcé de la réception de l'ouvrage.
 - o L'armoire principale et la prise de terre généralisée aux installations de chantier.
 - o Les éclairages et réseaux intérieurs des cantonnements, bureaux et salles de réunion.
- Branchement AEP eau :
 - o Depuis le réseau public existant, la réalisation du branchement et des réseaux extérieurs, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2 m de chaque bâtiment.
 - o Les installations propres au gros œuvre (points de puisage chantier et outil de fabrication béton, aires de lavage).
 - o Les réseaux intérieurs des installations communes de chantier.
 - o Les réseaux intérieurs des cantonnements, sanitaires/vestiaires, bureaux et salles de réunion.
- Branchement assainissement :

- Depuis le réseau public existant, la réalisation du branchement et des réseaux extérieurs, jusqu'aux constructions à réaliser et aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.
- La récupération et l'évacuation des eaux usées et eaux vannes par mise en place de canalisations provisoires pour évacuation des installations provisoires communes.
- Le dispositif de traitement des eaux avant rejet sur le réseau public.
- Le bac de décantation permettant notamment de récupérer la laitance du béton
- Etc...

A noter :

Les prestations de raccordement électrique sont dues par l'entrepreneur titulaire du **lot 01** et comprennent :

- Armoires divisionnaires y compris raccordement au poste principal (les rallonges ne devront pas dépasser 25 m)
- La fourniture de coffrets électriques à chaque plateau en travaux,
- L'installation électrique intérieure provisoire du chantier (armoires générales, coffrets, éclairage normal des circulations/halls/locaux borgnes et éclairage de sécurité)
- Tous les éclairages intérieurs et extérieurs du chantier

Les prestations de raccordement plomberie sont dues par l'entrepreneur titulaire du **lot 01** et comprennent :

- Réseaux AEP de distribution intérieure, y compris son raccordement.

3.1.9 Protections provisoires (collectives, voiries, arbres, etc...)

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra prévoir dans son offre toutes les protections collectives durant tous les travaux.
(Suivant PGC : trémies en tous genres, tranches de plateaux, etc...),

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra prévoir dans son offre, la fourniture et la mise en œuvre de toutes les protections provisoires nécessaires pour ne pas détériorer les voiries existantes conservées (voirie accès, etc...).

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra prévoir dans son offre, la mise en œuvre d'une plateforme suffisamment dimensionnée (surface et reprise de charge, suivant les besoins de chacun des intervenants pour manutention, levage, etc...) pour faire office de piste de chantier

A noter que dans le cas de détérioration de celles-ci pendant les travaux, l'Entrepreneur du **lot gros œuvre vrd** devra prévoir tous les travaux de remise en état à l'identique en fin de chantier, dans le cadre de son offre globale et forfaitaire.

L'entrepreneur mandataire du **lot 01** devra prévoir dans son offre la protection des arbres conservés et de tout ouvrages/éléments (borne éclairage, des tampons d'égouts, etc...) situés à proximité de la construction

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

3.1.10 Accès aux voies publiques– remise en état

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

Tous les travaux nécessaires au chantier ou demandés par les services techniques de la **Mairie d'Ivry sur seine ou le Maître d'œuvre** sont compris dans ce poste et notamment :

- Déplacement d'éclairage public,
- Protection des voies existantes, traversées par l'accès au chantier,

- L'organisation des circulations, piétonnes et véhicules ; elles doivent être sécurisées en permanence, accompagnées et maintenues en état durant tout le chantier par des hommes trafic (passages piétons, feux tricolore, panneaux routiers),
- Dépose éventuelle de bordures de trottoir et mobilier urbain et remise en état en fin de chantier, ainsi que leur stockage et protection avant repose ; une dépose provisoire à la demande peut être envisagée, à prévoir,
- Trottoirs provisoires à réaliser et remise en état en fin de chantier,
- Remise en état des voies et trottoirs détériorés du fait des travaux et des installations de chantier TCE,
- Les branchements sur la voirie public,
- Remise en état des espaces verts,
- Les éventuelles charges de voirie et de police

3.1.11 Signalisation – Accès

A LA CHARGE EXCLUSIVE DU LOT 01

Suivant prescriptions du CSPS et celles-ci après, l'entrepreneur du **lot 01** prendra tous les contacts nécessaires avec les services de **l'EPA ORSA** pour mettre en place la signalisation afférente au chantier.

L'Entrepreneur est tenu d'établir à sa charge et de maintenir en état la signalisation nécessaire à la réalisation complète de ses ouvrages. L'Entrepreneur ne pourra enlever sa signalisation de chantier qu'après accord de la Maîtrise d'œuvre ou des autorités compétentes. La signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Sécurité générale des usagers des voies publiques et des voisins

Pendant l'exécution des travaux, les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires établis par l'Entrepreneur du lot N°01 et elles seront nettement dégagées de part et d'autre afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules sortant du chantier et de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public.

Les modifications rendues obligatoires par l'évolution des travaux devront être communiquées au Maître d'Œuvre par l'Entrepreneur.

3.2 COMPTE PRORATA

Le fonctionnement et les principes du compte prorata sont fixés dans une convention appliquant les principes énoncés, ci-après, pour les rapports entre les entrepreneurs. A défaut d'une telle convention, les parties sont censées avoir accepté le fonctionnement du compte prorata conformément aux dispositions du présent chapitre.

Le titulaire du **lot 01** en sera le gestionnaire.

L'ensemble des dépenses communes de chantier seront gérées et comptabilisées au titre du Compte Prorata. Ces dépenses concernent notamment :

- Les consommations en eau et en électricité des entreprises pendant le chantier
- Le nettoyage et l'entretien de la base vie
- La gestion des bennes pour les déchets
- Éventuellement le gardiennage

La répartition du prorata est établie par rapport au montant des travaux exécutés par chaque entrepreneur, montant en règlement définitif, c'est-à-dire, travaux du marché, travaux en plus, déduction des travaux non exécutés, mais sans déduction des abattements pour malfaçons et des pénalités de retard éventuelles. Il est précisé que le terme « montant des travaux » n'intéresse que les ouvrages exécutés pour le compte du maître d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre et l'OPC ne participent pas aux charges du compte prorata. Déchets

Toutes les entreprises signataires d'un marché de travaux sur l'opération sont concernées par le compte prorata, sans exception.

Le compte prorata est par principe extérieur au maître d'ouvrage, puisque les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux.

Ne seront pas imputés au titre du compte prorata, les vols, casses et autres détériorations qui devront être pris en charge individuellement par chaque entreprise, à défaut le responsable connu.

Après la réception des ouvrages, les D.G.D. sont suspendus dans l'attente de la production du quitus émis par le gestionnaire du compte prorata.

3.3 PROTECTION DU SITE

L'entrepreneur du **lot 01** aura à sa charge la protection du site vis-à-vis des venues d'eaux de toutes natures, en veillant, en particulier, à protéger les fouilles par tous moyens efficaces (tuyaux et pompes d'aspiration, canalisations, etc.). Il devra également assurer tous les épuisements nécessaires à l'assainissement du chantier, de façon que tous les ouvrages soient exécutés à sec.

3.4 GARDIENNAGE

Les entrepreneurs sont avisés qu'il n'y a pas de gardiennage de prévu sur le chantier. Chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions pour protéger ses matériaux ou matériels de tous vols ou dégradations.

Un gardiennage du site pourra être mis en place sur l'initiative des entreprises sur les frais du compte Prorata.

3.5 SÉCURITÉ ET HYGIÈNE SUR LE CHANTIER

D'une manière générale, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures d'hygiène et de prévention nécessaires et destinées à assurer la sécurité du personnel, suivant la législation en vigueur.

Il doit, en outre, respecter les préconisations du PGCSPP établi par le coordonnateur SPS, en établissant, notamment, à la demande de ce dernier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Il devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification,) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, baudriers anti-chutes, etc...). En cas de défaut, le Maître d'œuvre et le CSPP pourront ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'ils estimeraient indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

Les dispositions et règles sanitaires COVID-19 seront appliquées.

3.6 DROIT DES TIERS – NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur doit vérifier, avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc.).

Il doit, en outre, prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier,
- Les poussières générées,
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,
- Les salissures des voies publiques extérieures au site.

Le chantier devra respecter les prescriptions de l' Annexe 6.a_Règlement chantier Faibles Nuisances

3.7 GESTION DES DÉCHETS

Dans le cadre de ses travaux, le titulaire devra :

- Limiter la production de déchets et favoriser la valorisation, le réemploi dans une logique d'économie circulaire
- Assurer la traçabilité des déchets conformément au code de l'environnement

Ces missions sont incluses dans les missions d'exécution des travaux. Toutefois, au regard de leur importance, elles sont ci-après précisées :

3.7.1 Outil SI Déchets

GPA a mis en place un outil SI unique, transverse, de traçabilité des flux "déchets" sur l'ensemble de ses Chantiers afin de simplifier le processus en place et rappelé plus haut. Ce nouvel outil se veut :

- Simple et intuitif ;
- Utilisable et utilisé par les différents acteurs de la chaîne : Entreprise de travaux, MOE et MOA ;
- Connecté aux divers outils gouvernementaux : TRACKDECHETS, RNDT (Déversement automatiquement des données saisies)
- Automatisé pour l'édition des différents bordereaux de suivi déchets et simple dans le suivi de leurs statuts
- Utile et essentiel au suivi des taux de valorisation et du bilan carbone des évacuations ;

Un système de droit et de validations permet de cadrer les actions de chacun au sein du processus. L'ensemble des acteurs de la chaîne de suivi et de gestion des déchets est sollicité permettant ainsi de garantir la qualité de l'information de bout en bout ;

Il est demandé au titulaire du marché de s'approprier l'outil SI et de l'utiliser dès lors que ce dernier sera mis à disposition des projets, ce dès la phase de préparation de chantier.

3.7.2 Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Evacuation des Déchets (SOGED) – Dispositions spécifiques

Dans ce document qui sera soumis au visa de la Maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation, le Titulaire expose de manière détaillée et précise :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger et pour trier les différents déchets issus des travaux
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
- Toute référence à une évacuation de déchets dans les articles qui suivent relève du présent article.

3.7.3 Mise en œuvre d'une aire de tri et de stockage des déchets

Afin de satisfaire au tri des déchets issus notamment du curage, du désamiantage puis de la déconstruction, une aire de tri et de stockage des déchets sera aménagée sur site, dans l'emprise du chantier. Chaque benne sera identifiée en fonction du type de déchets qu'elle est destinée à recevoir.

Les déchets issus du curage seront triés sur site, stockés dans des bennes en fonction de leur nature et de leur filière d'élimination (métaux, câblerie, D.N.D., bois, ...). Aucun déchet ne sera stocké en dehors de ces

Conteneurs, ni laissé le soir, de manière à maintenir en permanence un état de propreté correct sur le chantier et afin d'éviter tout acte de malveillance.

De plus, les déchets amiantés seront stockés dans un local fermé et portant les signalisations adéquates.

3.7.4 Gestion des déchets générés par le chantier

Conformément à la réglementation et au souhait du Maître d'Ouvrage, les déchets de chantier devront être valorisés au maximum par un tri des matériaux issus de la déconstruction à la source, et par une gestion de ces déchets dans le respect du Plan interdépartemental de gestion des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics.

Le titulaire s'assure d'intégrer dans son mémoire technique à remettre dans le cadre de la présente consultation un SOGED prévisionnel présentant notamment :

- Les méthodes de réalisation, de dépose ou de stockage appliquées pour limiter le mélange des matériaux et en faciliter ainsi le réemploi ;
- Le réemploi éventuel et le recyclage (béton, ferrailles, verre, ...) ;
- Le tri des déchets à la source ;
- La traçabilité de l'ensemble des déchets (amiante, béton, ...) inertes ou non inertes ;
- Le mode de transport et le lieu d'évacuation ;
- Les modes de suivi et de contrôle mis en place.

Le titulaire s'assure de soutenir également les objectifs du plan de gestion des déchets en privilégiant dans ces choix de filières, les unités de traitement et les filières présentes sur le territoire du département à chaque fois que cela sera possible. En effet, les plans départementaux de gestion des déchets ont pour objectif :

- La prévention et la réduction des déchets à la source ;
- Le respect du principe de proximité en limitant les transports de déchets ;
- La valorisation des déchets par réemploi, recyclage matière, valorisation organique et énergétique ;
- L'information du public.

Le titulaire s'assure d'évacuer en filières agréées l'ensemble des matériaux issus des travaux de déconstruction.

3.7.5 Tri et évacuation des matériels et matériaux

Le titulaire s'assure d'évacuer du site l'ensemble des matériaux issus des travaux dont il a la charge.

Conformément aux objectifs définis précédemment, les matériaux issus des travaux font l'objet d'un tri à la source puis d'un envoi dans les filières de déchets adaptées dans un souci de valorisation optimale de l'ensemble des déchets.

Le Titulaire a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommables).

Le conditionnement, le stockage, le transport ainsi que le recyclage et l'élimination des déchets resteront à la charge et sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Lors des opérations de tri de déchets, les déchets liquides ou contenant des produits susceptibles de s'écouler devront impérativement être stockés dans des containers étanches, dont les matériaux constitutifs ne risquent pas d'être altérés par le produit stocké et seront posés sur un bac de rétention de dimension réglementaire.

3.7.6 Transport des déchets

Dans le cas particulier des déchets spéciaux (substance réputée dangereuse au titre de la nomenclature des déchets), est utilisé un B.S.D. Dans le cas particulier des déchets amiantés, est utilisé un B.S.D.A. Ces documents devront être correctement renseignés avant utilisation et signature du Maître d'Ouvrage.

Les déchets amiantés seront sortis des zones confinées après double ensachage, douchage et étiquetage. Ils seront stockés dans un local couvert fermant à clé et signalisé en attendant leur évacuation.

Les déchets amiantés seront évacués dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à la fin des travaux de désamiantage, en quel cas des pénalités seront appliquées.

Le transport doit répondre aux obligations du décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets. Le Titulaire en contrôle toutes les étapes : mise à disposition des bennes, enlèvement, chargement, évacuation et transport.

Dans le cas de substance réputée dangereuse, le transport doit répondre aux obligations du décret n°60-794 du 22 juin 1960 portant publication de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et les amendements subséquents apportés à ses Annexes A et B.

3.7.7 Traitement des déchets

Le titulaire s'assure de conditionner les déchets conformément aux exigences des installations classées destinataires. Les frais de traitement et de valorisation des matériaux de déconstruction sont à la charge du Titulaire, ainsi que les analyses préalables d'acceptation éventuelles.

Il est rappelé les interdictions suivantes :

- Brûler les déchets à l'air libre ;
- Abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement ;
- Mettre en Installation de Stockage de Déchets Inertes des déchets non inertes ;
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

3.7.8 Limiter la production de déchets

Dans une logique d'économie circulaire, le titulaire réemploie ou valorise les terres / déchets végétaux / autres déchets plutôt qu'à les éliminer.

Pour les terres excavées : si l'équilibre déblais / remblais n'est pas atteignable, une valorisation hors site sera recherchée pour les terres en respectant les guides méthodologiques de valorisation hors site des terres excavées, publiés par le BRGM, l'INERIS et le Ministère de l'Ecologie en avril 2020.

La valorisation devra passer par le SI Déchets permettant ainsi d'assurer la traçabilité via des bordereaux de suivi des terres valorisables (BSTV).

3.7.9 Assurer la traçabilité des déchets en phase chantier

Durant la réalisation des travaux d'espaces publics, si des terres ou déchets doivent être évacués hors site, dans le DCE, le Titulaire devra indiquer :

- L'estimation de la quantité de terres / déchets à évacuer ;
- Les sites de valorisation, filières de valorisation ou d'élimination ;
- La procédure à respecter : Le maître d'ouvrage validera le site ou la filière d'élimination ou de valorisation proposées par le Titulaire au maître d'œuvre, après vérification par le Titulaire que :
 - o Les filières d'élimination proposées sont autorisées à accepter les terres et bétons/matériaux, déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation
 - o Le transporteur est agréé pour le transport des déchets
 - o La valorisation proposée respecte les préconisations des guides de valorisation hors site des terres excavées publiés par le BRGM, l'INERIS et le Ministère de l'Ecologie
 - o La validation du maître d'ouvrage doit intervenir AVANT élimination et/ou valorisation des terres/bétons/matériaux/déchets
 - o GPA donne une délégation de signature au Titulaire pour les documents préalables à l'élimination des déchets (FID/FIP ou DAP) ainsi que pour les documents de traçabilité des déchets de type BL, BSD et BSTV. Elle ne donne pas de délégation de signature au Titulaire. Un délai de signature de ces documents par le Moe pour le Titulaire devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
 - o GPA ne donne pas de délégation de signature au Moe pour les documents de traçabilité des déchets de type BSDD et BSDA. Elle ne donne pas de délégation de signature au Titulaire. Un délai de signature de ces

documents par la Maîtrise d'Œuvre pour le Titulaire devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA

- Dans le cas d'une valorisation hors site, le Titulaire devra suivre la production des terres, compléter les bordereaux de suivi de terres valorisables (BSTV) et les soumettre au Visa de la maîtrise d'œuvre. Le Titulaire s'assurera que les BSTV produits ont bien été complétés, que les terres à valoriser sont conformes avec les critères de valorisation fixés dans le guide de valorisation hors site des terres excavées, que le site d'accueil des terres valorisées et les usages du site d'accueil permettent l'acceptation des terres à valoriser dans le respect des préconisations du Guide de valorisation hors site des terres excavées. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA

Les justificatifs des éliminations, valorisations, réemplois, réutilisations réalisées devront être téléchargé dans l'outil SI Déchets de Grand Paris Aménagement et soumis au Visa du Maître d'Œuvre. Le téléchargement des justificatifs est un prérequis au Visa. Les justificatifs attendus par Grand Paris Aménagement sont :

- Les bordereaux de dépôts pour tous les déchets autres que les terres valorisées et déchets dangereux ou déchets amiantés, y compris pour les déchets valorisés comme les déchets végétaux, bétons concassés, ...
- Les bordereaux de suivi de terres valorisables pour les terres valorisées hors site ;
- Les bordereaux de suivi de déchets et bordereaux de suivi de déchets amiantés pour les déchets dangereux et déchets amiantés. Des bordereaux de déchets pourront également être réalisés en remplacement des bordereaux de dépôts pour les déchets non dangereux.

Le Titulaire précisera dans son offre :

- Une estimation de la quantité totale de déchets ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier qui sont prévues, à savoir :
 - L'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
 - Le cas échéant, le broyage des déchets sur le chantier ou autres dispositions techniques dans le cadre de travaux de jardinage ;
 - Le ou les points de collecte où le Titulaire de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Durant l'exécution des travaux, pour assurer la traçabilité des déchets, conformément au code de l'environnement, le Titulaire devra :

- Vérifier que le transporteur est agréé pour le transport des terres et déchets
- Vérifier que les sites de valorisation proposées respectent les préconisations des guides de valorisation hors site des terres excavées
- Vérifier que les filières de valorisation (plateformes de tri, valorisation) ou d'éliminations proposées sont autorisées à accepter les terres, matériaux et déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation,
- Saisir les données sur l'outil SI déchets.
- Pour la valorisation de terres excavées, saisir les BSTV et les faire viser par le Titulaire en passant par l'outil SI Déchets.
- Pour les autres déchets :
 - Compléter et transmettre le cas échéant la Fiche d'identification des Déchets (FID) ou Fiche d'identification préalable de déchets (FIP) ou Déclaration d'Acceptation Préalable de Déchets (DAP) et la transmettre à La Maîtrise d'Œuvre pour vérification via le SI Déchets
 - Veiller à obtenir le Certificat d'Acceptation préalable (CAP) et le transmettre à la Maîtrise d'Œuvre via le SI Déchets
 - Réaliser la pré-saisie via le SI Déchets en tant que détenteur des déchets, des Bordereaux de suivi des déchets (BSD), des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ou des bordereaux de suivi des

- déchets amiantés (BSDA), l'information parvient via le SI Déchets à la Maîtrise d'Œuvre puis à Grand Paris Aménagement, maître d'ouvrage et producteur des déchets à la suite du visa du Moe,
- Vérifier que les BSD, BSDD, BSDA sont correctement complétés et prêts pour signature de GPA. Pour rappel, La Maîtrise d'Œuvre et le Titulaire ont l'interdiction formelle de signer ce document au nom de GPA, GPA restant producteur des déchets et signataire des documents de traçabilité. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
 - S'assurer que les montants facturés correspondent aux quantités réellement indiquées dans les BSD, BSDD ou BSDA et aux montants facturés par les installations de destination. La Maîtrise d'Œuvre ne validera la facture correspondante que si tous les justificatifs sont joints.

L'outil SI Déchets est ainsi la seule référence pour valider l'état d'avancement des entreprises pour les prestations comprenant l'évacuation de déchets.

3.8 PRÉCHAUFFAGE ET / OU DÉSHUMIDIFICATION

Les conditions applicables au préchauffage et/ou à la déshumidification sont les suivantes :

En cas de conditions de température et d'humidité trop faible, l'entreprise concernée devra le préchauffage et la déshumidification des locaux concernés.

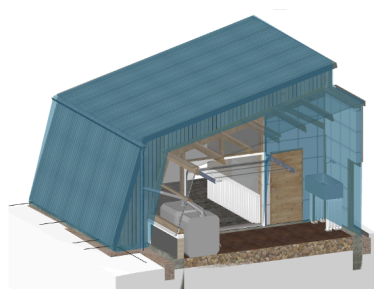
Elles concernent principalement les lots Peinture et Revêtement de sol.

4 EXÉCUTION DES OUVRAGES

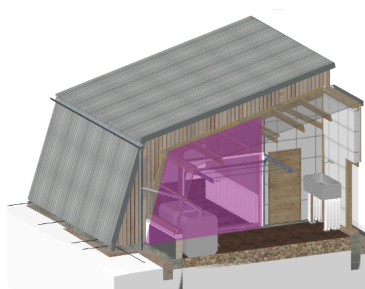
4.1 LIMITES DE PRESTATIONS

OUVRAGE	LOT 01	LOT 02	LOT 03	LOT 04	LOT 05	LOT 06
	VRD	CHARPENTE COUVERTURE MOB	MENUISERIE EXTÉRIEURE	AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR MOBILIER	ELECTRICITÉ	CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE
installation de chantier	fourniture de l'ensemble des installations communes de chantier				fourniture et raccordement du compteur de chantier	
réseaux sous dalle	fourniture et pose des réseaux sous dalle, réalisation des plans				raccordement aux attentes	raccordement aux attentes
récupération des eaux pluviales	fourniture et pose de la cuve raccordement au réseau EP					fourniture et pose de la pompe à main, raccordements
liaisons : - soubassement pierre / structure bois - soubassement longrine / MOB - muret pierre / structure bois serre	fourniture et pose du soubassement en béton/en pierre	fourniture et pose d'un joint EPDM en pied de poteau et en pied de mur				
liaison sol / cloisonnement intérieur	fourniture et pose du sol en pavés de granit			fourniture et pose d'un joint EPDM en pied de cloison		

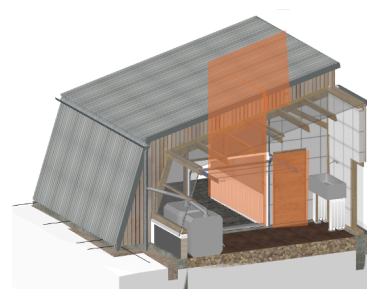
mur à ossature bois		fourniture et pose de l'ossature, de l'isolant, du frein vapeur		préparation et pose des portes alvéolaires en parement intérieur, y compris ossature support	passages de câbles en apparent, réservations si nécessaire	passages de réseaux en apparent, réservations si nécessaire
portes et fenêtres espace pédagogique et mur nord serre		fourniture et pose de la structure portiques	fourniture et pose des menuiseries, pose du dormant en tunnel			
porte polycarbonate serre		fourniture et pose des tôles en polycarbonate	fabrication et pose du cadre de la porte			
pignon vitré espace pédagogique		fourniture et pose de la structure portiques	fourniture, fabrication et pose de l'ossature support de vitrage, fixation à la structure existante, y compris toutes sujétions d'étanchéité			
cloison WC / espace pédagogique /serre*		fourniture et pose de la structure portiques et du MOB isolé entre la serre et les WC	fourniture, fabrication et pose de la cloison vitrée et de la menuiserie entre la serre et l'espace pédagogique	fourniture et pose de la cloison entre les WC et l'espace pédagogique, préparation et pose des portes alvéolaires en parement intérieur, y compris ossature support		
auge				préparation et pose des radiateurs en support		fourniture et pose de l'auge sur support



Lot 02



Lot 03



Lot 04

*Limites de prestations cloison WC / espace pédagogique /serre**

Les limites de prestations sont précisées dans les CCTP de chaque lot.

4.2 PRESTATIONS

L'entrepreneur est tenu de fournir intégralement les prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, notamment leur fourniture, transport et pose, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix ni se retrancher derrière une connaissance imparfaite, une erreur, une omission ou une mauvaise interprétation des documents. De ce fait, l'entrepreneur accepte d'avance, les conséquences financières des risques encourus.

Les différentes pièces écrites ou graphique du marché ne sauraient en aucune manière limiter l'importance des travaux, ni la responsabilité de l'entrepreneur qui devra signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, toutes erreurs, omissions ou manques de concordances relevés dans les documents constituant le DCE. Faute de quoi, il sera tenu responsable des dites erreurs, omissions ou manques de concordances ainsi que de leurs éventuelles conséquences.

4.3 RÉCEPTION ET ACCEPTATION DES SUPPORTS

L'entrepreneur de chaque lot doit procéder à la réception des supports sur lesquels il doit intervenir, ceci pour s'assurer qu'ils répondent bien aux exigences des textes en vigueur.

En cas de supports jugés défectueux par l'entrepreneur, celui-ci émettra, par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui. Il appartiendra, alors, au maître d'œuvre de prendre toutes décisions nécessaires à l'obtention de supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra, notamment, être amené à prescrire des travaux complémentaires, qui, suivant leur nature, seront réalisés soit par l'entrepreneur soit par l'entreprise ayant réalisé les supports, les frais devant être toujours supportés par cette dernière.

A défaut de formulation écrite d'observations en temps utile, l'exécution totale ou partielle des ouvrages comportera implicitement l'acceptation définitive et sans réserve du support par l'entrepreneur.

Dans ces conditions, aucun défaut d'exécution ultérieur ne pourra être attribué à un mauvais support et les reprises seront effectuées par l'entrepreneur, sans qu'aucune réclamation ne soit possible.

4.4 ECHAFAUDAGES – ÉTAIEMENTS

L'entrepreneur de chaque lot doit la mise en place, l'utilisation, l'entretien et le démontage de l'ensemble des échafaudages et/ou étaielements qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages, quelle que soit la hauteur à laquelle il doit intervenir.

Les échafaudages devront être montés conformément à la réglementation en vigueur.

Ils comprendront les semelles de répartition, les planchers, plinthes, filets, garde-corps, pare-gravois, renforcement pour décrochements.

Les échafaudages devront permettre l'exécution de l'ensemble des travaux ceci sans endommager le bâtiment. Toutes les précautions nécessaires devront être mises en œuvre pour éviter les chocs et chutes d'outils, l'écrasement des moulures, poinçonnements etc.

Les services d'échelles comporteront des trappes dans les planchers dont les dimensions ne seront pas inférieures à 0,50 x 0,70.

L'entrepreneur soumettra pour approbation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les plans de conception de ses installations durant la période de préparation. Il devra remettre au maître d'œuvre un certificat de conformité délivré par un organisme de contrôle dès l'achèvement des installations.

4.5 MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

L'entrepreneur de chaque lot doit la mise en place, l'utilisation, l'entretien et le démontage de l'ensemble des moyens de levage et/ou de manutention qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages.

L'entrepreneur apportera un soin particulier pendant les opérations de manutention et de levage afin que la sécurité du personnel soit assurée en permanence.

4.6 STOCKAGE DES MATÉRIAUX

Suivant l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle pour le stockage des matériaux.

Dans le cas de stockage à l'intérieur des bâtiments, l'entrepreneur doit impérativement tenir compte des surcharges admissibles dans les locaux utilisés, et du pouvoir calorifique des matériaux. Une attention particulière sera portée afin d'éviter tout incendie.

Cependant, et sauf cas spécifique défini en accord avec le coordonnateur OPC, il est évident que les locaux ne pourront, en aucun cas, servir de magasin pour les stockages des entreprises.

4.7 PIQUETAGE – IMPLANTATION GÉNÉRALE

A charge du Lot N°01 Gros œuvre - vrd

L'implantation générale sera effectuée contradictoirement avec le lot VRD avant le commencement des travaux et il sera à la charge de l'entreprise de gros œuvre, qui devra le commander en temps utile au Géomètre, qui remettra un document attestant la bonne implantation des ouvrages. Il en sera de même en fin de chantier pour le plan de recollement et la mise à jour du plan d'état des lieux, à la charge du gros œuvre.

L'entrepreneur de gros œuvre doit la pose et le maintien en place des axes d'implantation des bâtiments et des bornes de nivellement mises en place par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage.

Le piquetage et implantation des fondations seront à charge du lot gros œuvre, il sera réalisé après terrassement des fonds de forme.

4.8 IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAIT DE NIVEAU

4.8.1 Implantation générale

A chaque étage, l'entrepreneur du **lot 02 Charpente** doit réimplanter le tramage de l'ouvrage, qui servira à tous les corps d'état, ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés différents.

4.8.2 Trait de niveau

Le niveau de référence sera mis en place par l'entrepreneur du **lot Charpente** à partir de la borne altimétrique fournie par le maître d'ouvrage et qui devra être protégée pour demeurer en parfait état pendant toute la durée du chantier.

A chaque étage, l'entrepreneur du **lot Charpente** doit matérialiser le trait de niveau, à 1,00 m du sol fini à l'intérieur et sur la périphérie de tous les locaux. Il en est tenu responsable et en doit la protection pendant toute la durée de son utilité.

Le **lot Plâtrerie** doit, quant à lui, le report de ce trait de niveau, sur ses propres ouvrages ainsi que leur maintien en l'état jusqu'à l'intervention du lot Peinture.

Ce trait de niveau servira de référence à tous les corps d'état, ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés différents.

Le trait de niveau sera tracé et entretenu. Il sera reporté ou tracé autant de fois que nécessaire jusqu'à la fin du chantier sans que l'entrepreneur puisse prétendre à quelque indemnité ou à inclure la valeur de ce travail au compte prorata.

4.9 RÉSERVATIONS – CAROTTAGES – PERCEMENTS

4.9.1 Dans les ouvrages de structure

En complément des dispositions prévues au CCAG, il est précisé que l'entrepreneur du Gros œuvre doit les réservations dans les ouvrages de structure.

Pour ce faire, les entreprises intéressées devront adresser, à la demande de l'entrepreneur du Gros-œuvre, leurs plans indiquant les implantations et dimensions des réservations nécessaires.

Chaque entrepreneur, qui demandera des réservations dans le gros œuvre, devra s'assurer qu'elles ont bien été prises en compte. A cet effet et avant toute exécution, l'entrepreneur du Gros- œuvre devra retourner aux corps d'état concernés les plans de coffrage, qui devront être vérifiés et validés par ces derniers. Sans réponse des corps d'état sous 10 jours, les plans seront considérés validés et bons pour exécution.

A défaut de demande en temps utile, les travaux de réservations, percements, carottages omis, puis leur éventuel rebouchage et ou calfeutrement (coupe-feu ou non) seront exécutés par le Gros œuvre aux frais de l'entreprise défaillante.

Si ces réservations et percements s'avéraient, aux yeux de l'entrepreneur du Gros œuvre, trop importants et susceptibles de créer un incident sur la stabilité des ouvrages, alors la maîtrise d'œuvre en serait informée

A noter les limites de prestations suivantes concernant **les lots 01/02** et les autres corps d'état :

- Pour les réservations dans les planchers, murs béton et maçonneries supérieures ou égales à 100x100mm à la charge du lot Gros œuvre si celles-ci lui sont données à temps par les autres corps d'état. Les entreprises des lots techniques devront vérifier et valider les réservations faites par le lot Gros œuvre.
- Pour les réservations dans les planchers, murs béton et maçonneries inférieures à 100x100mm à la charge de chaque lot concerné y compris renforts éventuels sur ouverture.

4.9.2 Dans les autres ouvrages

Chaque entrepreneur doit la réalisation de l'ensemble des réservations et percements dans ses ouvrages. Cependant, en fonction de l'avancement des travaux et après entente préalable entre les intervenants, certains percements pourront être réalisés par l'entrepreneur dans les ouvrages d'un autre corps d'état, si ce dernier a laissé en attente les éléments à incorporer.

Chaque corps d'état doit une exécution soignée avec parement impeccable dans le cas de percements à effectuer dans les ouvrages du lot plâtrerie. Dans le cas contraire, une réfection sera faite par le plâtrier, et à leur charge. Le plâtrier doit en revanche ses propres raccords (carrelages, plinthes, blocs portes, châssis etc...).

4.9.3 Calfeutrement des châssis extérieurs

La pose, le réglage et/ou le scellement des menuiseries seront assurés par l'entrepreneur adjudicataire du lot Menuiseries Extérieures. Il sera responsable de leur étanchéité et de celle découlant de leur jonction avec les éléments dans lesquels elles s'intègrent - la performance du bâtiment étant étroitement liée à la qualité des calfeutrements réalisés.

4.10 REBOUCHAGE DES TRÉMIES, RÉSERVATIONS ET CAROTTAGES DIVERS

Chaque entrepreneur devra les rebouchages des trémies et autres réservations dans les ouvrages de structure et de cloisonnements, en veillant particulièrement à la reconstitution des degrés coupe-feu.

A cet effet, il se rapprochera du lot concerné pour que soient, conjointement, décidés :

- La consistance et l'étendue des travaux de rebouchage,
- Leurs coordinations et phasage d'intervention.

Que l'entrepreneur ayant un rebouchage à réaliser s'adresse au lot concerné pour cette prestation ou non, il portera la charge financière de ces travaux.

Lors d'un rebouchage, l'entrepreneur en charge de cette prestation devra s'assurer que les ouvrages finis alentours ne soient pas dégradés par son intervention. Dans le cas contraire, il portera la responsabilité de leurs remises en état.

4.11 FINITION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur doit réaliser ses propres travaux de finition tels que fixations, scellements, raccords, calfeutrements, rebouchages et ragréages.

4.12 PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée de son intervention, l'entrepreneur doit assurer la protection et la conservation de ses ouvrages. Il doit notamment les protéger contre les risques de destruction, de dégradation, de vol ou de détournement. L'entrepreneur doit, en outre, veiller au maintien en état des ouvrages des autres corps d'état, ainsi que des clôtures, voies, réseaux et installations de toutes natures présentes sur le chantier. Dans le cas de détérioration d'ouvrage, les frais de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur

4.13 NETTOYAGE

4.13.1 Nettoyage des abords du chantier

Les abords du chantier concernent le terrain du projet, mais également les voies publiques avoisinantes et parcelles mitoyennes.

Les nettoyages généraux des abords seront réalisés par l'entreprise de VRD pendant la phase de terrassements, puis par le titulaire du lot gros œuvre pendant la phase des travaux.

Le nettoyage des déchets d'activité spécifiques à une entreprise reste à sa charge.

4.13.2 Nettoyage de chantier

Les entreprises doivent le nettoyage de leurs zones d'intervention au fur et à mesure de l'avancement du chantier. A la fin de chaque intervention l'entrepreneur doit laisser l'emplacement propre et libre de tout déchet. L'entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Chaque fin de semaine, une équipe devra être affectée au nettoyage du chantier et des abords. Les gravois ainsi récoltés seront aussitôt évacués.

Cette obligation de nettoyage fait partie intégrante des prestations contractuelles.

Rappel : Chaque entrepreneur est tenu de nettoyer les ouvrages des corps d'état qui seraient dégradés du fait de ses travaux tels que retombée d'enduit, de béton, de colle, et nettoyage de toitures, etc...

4.13.3 Nettoyage pour OPR

A l'issue de l'intervention du dernier corps d'état tous les locaux et abords devront être nettoyés afin de les rendre aptes à l'aménagement par l'affectataire des lieux. Chaque entreprise devra laisser propre ses ouvrages et les nettoyer parfaitement.

Les O.P.R. n'interviendront qu'une fois ce nettoyage effectué.

Ce nettoyage est dû contractuellement par : le titulaire du **lot charpente**

4.13.4 Nettoyage pour livraison

Le titulaire du **lot 02** devra le nettoyage de livraison, une fois les levées de réserves effectuées. Ce nettoyage devra être effectué par une entreprise spécialisée.

Ce nettoyage concernera les ouvrages suivants : sols, murs, plafonds, appareils sanitaires, miroirs, luminaires, appareillages divers, vitrages, etc...

4.14 CONTRÔLES ET ESSAIS

4.14.1 Contrôles

Les travaux seront soumis au contrôle technique.

L'entrepreneur est tenu de soumettre, aux représentants de cette autorité, tous les documents et éléments nécessaires à l'exécution de sa mission.

Il pourra être prélevé, en présence de la maîtrise d'œuvre, des échantillons d'ouvrages à des fins de contrôle et/ou d'expertise. Dans le cas où les ouvrages seraient de qualité inférieure à celle précisée au marché ou indiquée dans les documents contractuels, l'ensemble de la livraison serait alors refusé.

Dans le cas de refus, l'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des frais engendrés par cette défaillance.

4.14.2 Essais

L'entrepreneur a à sa charge tous les essais concernant ses ouvrages et installations. Il fournira, pour ce faire, tous les moyens techniques nécessaires en personnel, matériel et moyens de mesure.

Afin d'éviter les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises qui y sont soumises doivent mettre en application, avant réception, les recommandations des documents COPREC publiés par « Le Moniteur du Bâtiment et de Travaux Publics », à savoir :

- Le document technique n°1 concernant les essais et vérifications de fonctionnement des installations,
- Le document technique n°2 concernant le mode de rédaction des procès-verbaux.

5 DOSSIER DE FIN DE TRAVAUX

5.1 DIUO

Une fois les ouvrages achevés et avant réception, l'entrepreneur doit fournir :

- Au coordonnateur SPS, les informations nécessaires à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages (DIUO),

5.2 DOE

Avant la réception des travaux, l'Entrepreneur devra mettre à jour pendant toute la durée de la phase d'Exécution l'ensemble des plans et données qui constituent le DOE..

Ce Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sera conforme aux ouvrages réalisés avec tous les renseignements respectant le cahier des charges du maître d'ouvrage, comprenant :

- les plans de récolement ainsi que l'ensemble des renseignements techniques des équipements installés tels que notices d'utilisation, certificats de garantie, etc...
- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre.
- Une liste des pièces de rechange de première nécessité à approvisionner par le Maître de l'Ouvrage, ainsi que la nomenclature de tous les matériels mis en œuvre (marques et caractéristiques des appareils, notices de fonctionnement et d'entretien).
- Les documentations et références de fournisseurs, marque, caractéristiques, avis techniques, certificats de classement, de conformité, de résistance, de réaction au feu, d'agrément pour les matériels relevant de la sécurité incendie.
- Les notes de calculs (stabilité, comportement au feu, thermique...

Le nombre d'exemplaires à remettre est de :

- **3 exemplaires papier**
- **1 exemplaire informatique sur clé USB (format pdf, dwg et rvt lorsque cela sera possible)**